

# Le SOS des villages de montagne

**DÉMOGRAPHIE** Face à l'exode rural, les communes alpines cherchent des solutions pour attirer de nouveaux habitants et retenir leurs citoyens.

PAR ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

Un petit bijou de village perché sur le Val Verzasca, au Tessin. Ses rustici, des maisonnettes de pierres typiques du Tessin, d'environ quatre mètres carrés chacun, ont initialement été bâtis vers 1200. Plus petite commune du pays avec 12 habitants, Corippo en comptait 269 en 1795. Protégée par la Confédération dans le patrimoine national, elle était finaliste de l'émission de la RSI «Le plus beau village de Suisse», en 2015.



**Il n'y a pas une recette pour revaloriser une zone de montagne.**

THOMAS EGGER  
DIRECTEUR DU GROUPEMENT SUISSE POUR LES RÉGIONS DE MONTAGNE



La commune de Corippo, au Tessin, veut transformer une partie de son centre historique en hôtel «diffus». KEYSTONE

Corippo ne compte aucun service, hormis le restaurant, ouvert du printemps à l'automne. Pour redonner une impulsion à son économie, le village lançait fin 2017 une initiative consistant en la création d'un hôtel «diffus». «C'est-à-dire une structure d'accueil dans le centre historique composée d'une dizaine d'édifices, offrant onze chambres dotées de services sanitaires», explique Fabio Giacomazzi, président de la Fondation Corippo. La demande de permis de construire vient d'être acceptée.

## Un séjour authentique

Il s'agira de rénover le bistrot, de l'agrandir, et de transformer les maisons en chambres, avec l'intégration d'une salle de bains et le maintien des caractéristiques architecturales originales. «Le

but est d'attirer le tourisme», poursuit-il. «Vivre à Corippo en permanence n'est pas évident. Les maisons sont minuscules, difficilement accessibles et il n'y a pas de stationnement.» La reconstruction complète coûtera 3,6 millions de francs et les travaux devraient commencer en 2020.

L'initiative de Corippo est excellente, estime Thomas Egger, directeur du lobby politique Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), lui-même impliqué dans un autre projet d'hôtel décentralisé, au cœur de la commune de Grengiols, en Va-

lais. Il consiste en la rénovation des bâtiments du centre historique laissés à l'abandon, afin d'offrir aux hôtes un séjour authentique à proximité des habitants. «Il n'y a pas une recette pour revaloriser une zone de montagne, chacune doit trouver ses atouts, son potentiel», estime-t-il.

## Manque de services

Un autre exemple de stratégie contre le dépeuplement qui a fait les manchettes autour du globe et a eu du succès est celui d'Albinen, dans le Haut-Valais. Depuis 2017, la commune offre 50 000 francs à chaque cou-

ple qui y achète un bien immobilier. En décembre dernier, six candidatures avaient été retenues pour lesquelles la commune a déboursé 255 000 francs. Les nouveaux venus avaient quant à eux investi pour près de trois millions de francs dans le village. Selon les dernières statistiques, il y a des régions de montagne très dynamiques et d'autres qui sont en crise. «La situation est très hétérogène», affirme le spécialiste. Il faut cependant oublier l'image des régions de montagne qui se dépeuplent. Celles-ci ont une croissance démographique inférieure à la moyenne suisse: 0,8% contre 1% entre 2000 et 2016. «Je ne connais aucune commune qui aurait complètement disparu ces dernières années», affirme Thomas Egger. Certaines subissent un déclin de population, par exemple Bosco Gurin et Osernone, au Tessin, qui sont respectivement passées de 78 à 52 et de 883 à 715 habitants entre 2000 et 2016. Mais ce sont des exceptions.

Les jeunes voient leur avenir en plaine ou dans les centres urbains. «Une fois qu'ils y sont, leur retour est difficile. Les familles cherchent les communes avec des crèches, des écoles», relève Thomas Egger, qui constate une nouvelle tendance: les personnes âgées qui quittent la montagne à cause du manque de services. «Il n'y a plus de médecin, de poste, de commerce. Ils cherchent la

proximité de l'hôpital, des voies plus accessibles en hiver.»

## «Un quatre-pièces pour 800 francs»

A Calanca, l'exode rural a été freiné en cinq ans, apprécie son maire Anton Theus. Mieux, elle enregistre de nouveaux habitants. Calanca est le fruit de la fusion entre quatre micro-communes. A la clé, des économies substantielles en matière d'administration et le maintien des services de base. Situé à 850 mètres d'altitude dans un val latéral de la vallée de la Mésolcine (GR), son territoire est très

abrupt et sauvage, couvert de roche et de forêt. Pas de quoi décourager les habitants permanents. «Pour qui travaille en Mésolcine ou à Bellinzzone, il s'agit d'un trajet de quinze minutes en voiture», relève Anton Theus. «Les loyers sont modestes: la moitié, voire le tiers de ce qu'on paierait en ville. Vous pouvez facilement trouver un quatre-pièces pour 800 francs.» La commune de 197 personnes compte plusieurs propriétés vieilles de quelques centaines d'années, en mauvais état et peu adaptées aux besoins des jeunes familles. Elle entend en rénover certaines et les louer à prix avantageux.

## Retour vers la montagne

Assistera-t-on à un retour à la montagne? Thomas Egger en est convaincu et il se joue déjà gentiment, observe-t-il. «Les premiers signes sont visibles. Par exemple, le Chablais, dans le Bas-Valais, attire des habitants de l'Arc lémanique qui viennent s'y installer.» Il fait valoir que les entreprises en régions montagneuses voient leur intérêt à y rester. Les employés apprécient la tranquillité et l'environnement qui les entourent.

Avec la numérisation de la société, cette tendance ne va que s'accroître. Le principal handicap de ces régions était l'éloignement. «Aujourd'hui, cet obstacle est en bonne partie anéanti», assure Thomas Egger. «Les communes de montagne sont en voie d'être équipées avec de l'internet à haut débit. Par exemple, Mecatis, une société d'ingénierie, s'est installée à Iséarables, à 1100 mètres d'altitude en Valais, près de la station du téléphérique. Et ils estiment avoir fait le bon choix.»

## Des rustici donnés pour encourager le tourisme

Au Tessin, la commune de Gambarogno a annoncé en mai qu'elle proposait neuf rustici pour un franc chacun, en échange de leur restauration selon les règles de l'art, dans un délai déterminé. Le but des autorités communales est de revaloriser un hameau abandonné du Val Veddasca pour en faire un site de villégiature. L'initiative est intéressante, considère Claudio Gianettoni, vice-président de l'Association des artisans artistes (Aticrea) au Tessin, d'autant qu'elle contraint les acheteurs à mettre les rustici à disposition pour la location. «Lorsque les propriétaires y séjournent, souvent, les enfants le délaissent plus tard et l'on est confronté au phénomène des lits froids.» Le rustico est une construction unique dans tout l'arc alpin. Sa typologie particulière le distingue des bâtisses de tous les autres cantons. Claudio Gianettoni estime qu'il possède un grand intérêt pour les touristes culturels qui cherchent l'authenticité. «Les rustici constituent une part importante du

patrimoine et de l'identité du Tessin. Ce sont des habitations à kilomètre zéro, qui ont un très faible impact écologique, et des compétences et des matériaux locaux sont utilisés pour leur construction.» L'Aticrea a créé une base de données regroupant les artisans de la région qui possèdent les qualifications pour les rénover, notamment pour les propriétaires qui vivent hors du canton. «Leur reconstruction représente un important potentiel pour l'économie régionale. Le canton compte quelque 60 000 rustici et la rénovation d'un bâtiment correspond à environ 250 000 francs», fait-il valoir. Ces maisonnettes traditionnelles favorisent le tourisme et même l'habitat permanent, indique-t-il. «Leur présence peut maintenir, ou éventuellement engendrer celle d'un commerce, d'une boulangerie, d'un café, d'un stand de location de vélos... Si le tourisme augmente, cela garantit une meilleure qualité des services pour la population locale.»

## Un label pour retenir les jeunes

Depuis 2015, le label Commune de montagne - La jeunesse notre avenir, conçu par le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), vise à contrer l'émigration des jeunes en améliorant leurs perspectives de manière durable. A ce jour, quinze communes l'ont obtenu. «Le label est remis aux communes qui font des efforts concrets en faveur des jeunes et qui leur profitent sur le long terme. Par exemple, plusieurs villages ont mis sur pied un lieu de rencontre nocturne pour eux», explique Andrea Koch, responsable du label. D'autres initiatives permettent le financement, ou le cofinancement, d'une classe dans un village pendant quelques années. Ou encore la création de places d'apprentissage ou de stage dans les entreprises locales. Parallèlement, l'Aide suisse aux montagnards, qui soutient financièrement des projets permettant le développement en région montagneuse, décerne chaque année le Prix montagne. En 2018, c'est la boulangerie La Conditoria, de Sedrun, qui l'a remporté. Chaque année, ses trente collaborateurs produisent près de cinq millions de mini-tourtes aux noix des Grisons, les exportant dans le monde entier.